Document generated on 08/06/2025 11:33 a.m.

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire

Pour renouer avec les idées progressistes

Dominique Tessier

Number 102, Summer 2001

URI: https://id.erudit.org/iderudit/37868ac

See table of contents

Publisher(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (print)
1923-239X (digital)

Explore this journal

Cite this review

Tessier, D. (2001). Review of [Pour renouer avec les idées progressistes]. *Lettres québécoises*, (102), 52–52.

Tous droits réservés © Productions Valmont, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Jean-Charles Panneton, *Georges-Émile Lapalme, précurseur de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises », 2000, 194 p., 21,95 $.

Pour renouer avec les idées progressistes

ESSAI
Dominique Tessier

Occulté par les figures dominantes de Maurice Duplessis et de Jean Lesage, Georges-Émile Lapalme n'en poussa pas moins de l'avant des réformes sociales majeures qui ont pavé la voie à l'État québécois moderne.

NÉ EN 1907 ET MORT EN 1985, GEORGES-ÉMILE LAPALME incarnait, comme le souligne Claude Corbo dans sa préface à l'ouvrage du politologue et historien Jean-Charles Panneton, « la figure politique malheureuse du "perdant" ». Élu au Parlement fédéral en 1945, il jouera pendant cinq ans le rôle frustrant de député de banquette arrière ; propulsé ensuite chef d'un Parti libéral provincial exsangue, il s'engage, durant près d'une décennie, dans la pénible reconstruction de cette formation incapable de contrer la puissante machine unioniste et son chef Maurice Duplessis. Et en 1960, c'est Jean Lesage qui symbolisera l'entrée dans la modernité. Aussi est-ce un Lapalme amer qui démissionne en 1964, abandonnant ce ministère des Affaires culturelles qu'il avait mis sur pied mais qui déjà, à l'époque, disposait de bien peu de moyens.

Sans doute l'homme n'était-il pas fait, non plus, pour la politique. « Le pouvoir m'a été le désenchantement vivant et peut-être ma plus grave erreur. [...] Ce parcours de dix-neuf années fut, il est vrai, « parsemé d'embûches », résume Panneton. Le progressiste Lapalme se heurtera continûment à l'aile conservatrice de son propre parti. De surcroît, à Ottawa, le premier ministre Louis Saint-Laurent est loin d'apparaître comme un allié. À telle enseigne qu'au lendemain des élections de 1956, catastrophiques pour le Parti libéral du Québec, Lapalme, chef contesté par ses troupes mêmes, songe sérieusement à quitter la politique.

Pourtant, insiste Panneton, les réalisations sont autrement plus importantes que les échecs. Du portrait qu'en dégage l'essayiste, Georges-Émile Lapalme, avocat de Joliette, fait d'abord figure d'intellectuel engagé, et « [l]e thème de la culture constitue l'élément le plus original de [s]a pensée ». Pour lui, de fait, la culture a une « fonction sociale » que l'État doit reconnaître, notamment en instaurant des politiques qui soutiennent les organismes culturels, les artistes et les écrivains. Aussi propose-t-il la création d'un ministère des Affaires culturelles inspiré du modèle français. Il se montre également préoccupé par le statut de la langue, et grâce à lui un Office de la linguistique — ancêtre de l'Office de la langue française — verra le jour en 1961.

Mais Lapalme est un réformateur dans l'âme, et il jouera sur tous les fronts. D'une façon globale, son action « a largement contribué à définir le néo-nationalisme libéral des années cinquante », qui « se démarque profondément du clérico-nationalisme de l'abbé Groulx ». Lapalme se situe en effet dans « la recherche de la modernité se traduisant par l'interventionnisme étatique et par une volonté d'affirmation de l'identité québécoise ». Du coup, l'homme développe, on le voit, les principes qui commanderont bientôt à la Révolution tranquille, d'autant que pour lui la question de la justice sociale se pose avec acuité. En démocratie, croit-il, l'État doit procéder à une juste répartition de la richesse : s'élabore ainsi l'idée d'un État providence auquel échoient un rôle social et la responsabilité de mettre en œuvre divers programmes destinés à accroître le bien-être de la population. Ce progressiste en appelle encore à un système d'éducation universel et gratuit et « recommande courageusement la mise en place d'un ministère de l'Instruction publique, précédant nombre de ses contemporains en adoptant une position avant-gardiste ». Position à laquelle le programme libéral de 1960 se garde bien d'adhérer : les libéraux se contenteront tout au plus, souligne Panneton, de préconiser une commission d'enquête sur la question.

Le nationalisme de Lapalme procède de la volonté d'inscrire le Québec dans le monde et de l'ouvrir sur l'extérieur. Il doit donc se doter des « instruments économiques et culturels d'un État véritablement national ». Grand défenseur de la justice sociale, Lapalme est cependant persuadé, aussi, que l'État doit intervenir comme levier économique afin de favoriser le développement d'une bourgeoisie d'affaires. Social-démocratie, culture, langue et en germe l'idée, déjà, de ce « Québec Inc. » si à la mode dans les années quatre-vingt : voilà, selon Panneton, les principaux motifs commandant à la pensée de Lapalme. Voilà également — s'en étonnera-t-on ? — des motifs qui hantent et déchirent, depuis ses débuts au pouvoir, le très libre-échangiste Parti québécois...

Jean-Charles Panneton

Précurseur de la Révolution tranquille, Georges-Émile Lapalme ? Oui, sans aucun doute, d'autant qu'il apparaît un peu comme un politicien malgré lui mais un véritable penseur, comme l'atteste son ouvrage *Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille* (VLB éditeur, 1988), qu'il a commencé en 1958, alors qu'il quittait la direction du Parti libéral. Jean-Charles Panneton y a du reste abondamment puisé et signale que ce livre « traduit [...] les aspirations de toute une génération qui entrevoit un Québec moderne en devenir ». Quant à l'ouvrage de Panneton, il se présente comme un commentaire accessible et vivant sur notre Histoire récente. Il a en outre le mérite de montrer, à un moment où les fossoyeurs de la Révolution tranquille sont légion, combien le modèle québécois était moderne. Et combien les fondements de ce modèle, élaboré dans ses grandes lignes par Lapalme dans son *Pour une politique*, demeurent pertinents, aujourd'hui encore.